

Note de l'Editeur

Un débat sérieux et intense est engagé entre les intellectuels, les experts du développement, les planificateurs et les hommes d'Etat africains sur les stratégies qui seront adoptées pour l'Afrique et en particulier sur d'autres stratégies de développement. L'objectif de ce numéro spécial de *Afrique et Développement* qui contient des articles et des documents relatifs au Plan d'Action de Lagos et au Rapport de la Banque Mondiale, «Développement Accéléré de l'Afrique au Sud du Sahara : Plan Indicatif d'Action», est de contribuer à ce processus important du débat public sur les stratégies de développement proposées pour l'Afrique, pour les deux dernières décennies de ce siècle.*

Ce débat est actuellement à son point culminant avec les diverses conférences et réunions tenues par les intellectuels, les experts, les autorités gouvernementales, les Ministres et les Chefs d'Etat. Par exemple la conférence organisée conjointement par l'UNITAR et le CODESRIA sur «l'Afrique et l'Avenir» (Dakar 1977), le Symposium de Monrovia sur les Perspectives d'avenir du Développement Africain à l'Horizon 2000 (1978), le séminaire sur les variantes aux Modèles de Développement et aux Modes de vie pour la Région Africaine, (Addis Abeba, 1978), la cinquième session de la Conférence des Ministres (des Etats Membres de l'OUA, Rabat 1979), qui a adopté une résolution sur la Stratégie de Développement de l'Afrique pour la Troisième Décennie des NU pour le Développement, la seizième session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA (Monrovia, 1979) qui a adopté la Stratégie de Monrovia pour le Développement Economique de l'Afrique en même temps que la Déclaration d'engagement de Monrovia sur les principes directeurs à respecter et les mesures à prendre pour réaliser l'autodépendance nationale et collective en matière de Développement Economique et Social en vue d'instaurer un nouvel Ordre Economique International, et finalement la 2ème session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA (Lagos, Avril 1980) qui a adopté le Plan d'Action de Lagos (connu sous le nom de PAL) et l'Acte final de Lagos en vue de la réalisation d'un Marché Commun Africain à l'horizon 2000. Le Plan d'Action de Lagos fut donc l'aboutissement de discussions et de préparatifs longs et intenses d'intellectuels, d'experts et d'autorités gouvernementales réalisés essentiellement sous l'égide de l'OUA et de la CEA. Le Plan reflète donc les idées et les sentiments fondamentaux des Africains sur le futur développement économique de l'Afrique.

* *Tout au long de cet éditorial je désignerai le Plan d'Action de Lagos sous le nom de Plan, et la Rapport de la Banque Mondiale (mieux connu comme le Rapport Berg) sous le nom de Rapport.*

II

D'autre part, à la requête des Gouverneurs Africains de la Banque Mondiale de préparer «un document spécial sur les problèmes de développement économique de l'Afrique», la Banque a rédigé son rapport en Octobre 1981 intitulé «développement Accéléré de l'Afrique au Sud du Sahara : Programme Indicatif d'Action». Comme les fonctionnaires de la Banque ne manquent pas de le souligner, les analyses et par conséquent les points de vue exprimés dans le Rapport se fondent sur les postulats de la Banque en tant qu'institution et non sur ceux d'un organisme financier. Il convient donc d'apprécier le Rapport comme un instrument qui représente ou peut-être qui crée un point de vue unanime parmi les institutions financières internationales, les Banques privées et les Multinationales, sur les stratégies de développement pour l'Afrique. En d'autres termes il s'agit du point de vue du Capital International.

Depuis les 20 dernières années les débats et les discussions (aux niveaux national, sous-régional et continental) sur les stratégies de développement se poursuivent entre les intellectuels, les experts et les décideurs. Différents courants de pensée existent sur le développement économique en Afrique, depuis le courant traditionnel qui prône l'importation du capital, de la technologie et de l'expertise dans un système d'économie de marché libre comme noyau fondamental à sa stratégie de développement, jusqu'au courant d'orientation «socialiste» qui préconise une «économie planifiée», l'autodépendance, une forme assez vague de rapports avec le capital privé (en particulier étranger) ; et sous sa forme extrême cette école de pensée va jusqu'à préconiser une «coupure des liens» c'est-à-dire l'autarcie. Il n'est point besoin d'ajouter qu'il existait d'énormes variantes de ces deux écoles de pensée «pure» et les débats dans chaque école et entre les écoles s'envenimaient souvent, prenant à certains moments un caractère très prolix et à d'autres une allure négative par leur destruction mutuelle. Il n'y a pas lieu de nous appesantir ici sur les différences entre les courants d'idées ni sur leurs diverses nuances puisqu'elles ont déjà fait l'objet de discussions approfondies ailleurs.* La plupart des observateurs se rendent compte de toute évidence que l'optimisme très prononcé des années 60 sur le développement économique a progressivement cédé à l'hésitation d'abord, puis au pessimisme et vers la fin des années 70 à une tristesse pessimiste unanime. C'est ainsi que vers l'année 1978 le débat sur le développement fut relancé de façon inattendue par le Secrétaire Exécutif de la CEA, le Prof. ADEDEJI :

* Cf. à titre d'exemple les diverses publications du *Projet du CODESRIA sur la Science et le Développement en Afrique.*

III

*« L'Afrique, plus que les autres régions du Tiers Monde, est ainsi confrontée à une crise de développement de mauvaise augure. Malgré les considérables ressources naturelles de la région, malgré le rapport positif de la population sur les ressources naturelles, malgré les incitations généreuses et sans discernement à l'entreprise privée étrangère, malgré notre participation à de nombreuses conférences tant régionales qu'inter-régionales, et malgré l'adhésion que nous avons donnée aux théories et aux préceptes orthodoxes, malgré tout ceci, nous sommes encore loin, semble-t-il, des taux de croissance élevés, de diversification intense, de l'autodépendance et du dynamisme. »**

Il ajoute :

*« Si les anciennes tendances devaient persister et si aucun changement fondamental n'intervenait dans l'éventail des politiques économiques pratiquées par les gouvernements africains au cours des quinze dernières années, si les efforts déployés actuellement pour modifier fondamentalement le mécanisme et les relations internationaux ne parvenaient à donner des résultats positifs, la région de l'Afrique toute entière serait dans un état plus piteux à la fin de ce siècle qu'elle ne l'était en 1960 par rapport au reste du monde. »***

Les affirmations sèches du Secrétaire Exécutif cachaient les réalités cruelles de l'instabilité politique et sociale très répandue et des nombreuses économies nationales en passe d'effondrement. Les gouvernements (et les intellectuels) africains examinèrent la situation grave et par le truchement de nombreuses conférences et réunions susmentionnées aboutirent au Plan d'Action de Lagos. En vue d'avoir une certaine garantie (ou peut-être en désespoir de cause) les gouvernements demandèrent également à la Banque Mondiale de faire des suggestions sur les dispositions à prendre. Ainsi apparaît dans ces deux documents importants l'idée implicite que les stratégies qui y sont proposées sont une amélioration, sinon une *variante* des stratégies appliquées pendant les 20 dernières années, qui ont eu pour

* Dr. Adebayo ADEDEJI, Secrétaire Exécutif de la CEA. «Africa Development Crisis» in *Africa Guide*, 1978, p. 25 Publishers : David C. Jamieson. Anthony Axon.

** Prof. Adebayo ADEDEJI, Secrétaire Exécutif de la CEA, *Africa Guide* 1978.

IV

résultat la situation catastrophique dans laquelle se trouve l'Afrique... Ainsi selon la Banque Mondiale, si les pays africains appliquaient la stratégie recommandée dans son rapport, l'Afrique pourrait se sortir des crises actuelles et connaîtrait un «développement accéléré». Heureusement que le Plan d'Action de Lagos est beaucoup plus modeste.

La Banque Mondiale affirme que l'Afrique des années 80 a devant elle un «avenir économique sombre» – avec pratiquement un taux de croissance nul du revenu par habitant, si l'on est optimiste, et un taux de croissance négatif (-1,0 % par an) si on ne l'est pas.* Compte tenu de cette situation, la CEA souligne que les gouvernements africains n'ont que trois options pour faire face aux «crises anticipées». La première consisterait à accroître l'autodépendance et l'autosuffisance et à prendre des mesures plus effectives en vue d'une coopération intra-africaine et d'une assistance mutuelle. Ces mesures devraient être guidées par une «vision et une direction extraordinaires...» «La seconde prendrait la forme d'une cession subreptice de l'économie contre une aide étrangère considérable (et l'investissement – d'après moi), tentation à laquelle il pourrait être impossible de résister». La troisième option serait d'attendre et d'espérer tout en continuant à appliquer les mesures traditionnelles qui évitent l'antagonisme» (sic) **

Quelles que soient les options qu'ont les Gouvernements Africains la question la plus urgente du débat est de savoir comment ces stratégies de développement proposées par les Chefs d'Etat (Le Plan) et par la Banque Mondiale (Le Rapport) se rapportent à ces options telles qu'elles sont conçues par la CEA. Par exemple le Plan est-il un cadre plus approprié pour l'option *un* et le Rapport pour l'option *deux* ? Tout ce que nous pouvons affirmer pour le moment c'est qu'il faut faire des analyses plus approfondies pour mettre en évidence les effets à court terme des deux stratégies proposées pour l'Afrique.

Les deux documents proposent-ils des stratégies «similaires» ou sont-elles fondamentalement différentes ? Je n'ai pas l'intention de faire une comparaison détaillée des deux documents dans cette brève note. Le Rapport de la Banque Mondiale affirme qu'il approuve les objectifs à long terme du Plan et que la stratégie recommandée (par la Banque) vise à atteindre ces objectifs. Cependant le constat général est que le Rapport

* *World Bank, World Development Report 1981 (NY Oxford University Press 1981) Table 1.1.*

** *Rapport Biennal du Secrétaire Exécutif de la CEA 1979–1980, p. 6.*

passé sous silence une grande partie des problèmes cruciaux examinés en détails dans le Plan, et qui préoccupent énormément les auteurs du Plan (la publication du Plan est antérieure à la rédaction du Rapport). Le message fondamental du Rapport est également que seul un accroissement de l'investissement privé (tant étranger que local) accompagné d'une diminution de l'intervention publique ou étatique dans l'économie (aussi bien en matière d'investissement que d'administration) pourront aboutir au «développement accéléré». Par contre la préoccupation majeure du Plan est une autodépendance accrue, aussi bien nationale que collective, et *l'expansion* du secteur public. En effet en ce qui concerne la question cruciale du rôle du «capital extérieur», le Plan en accepte la nécessité mais hésite énormément sur la forme qu'il doit revêtir. Devrait-il prendre la forme d'un investissement extérieur direct, d'un emprunt à des organismes internationaux ou à des banques privées, d'une aide directe, mais surtout quel doit en être le montant ? Il y a également des secteurs de développement qui revêtent une importance capitale pour les auteurs du Plan et qui ont été à peine abordés dans le Rapport ou complètement ignorés. Je citerai à titre d'exemple l'industrialisation, le rôle, l'utilisation et le contrôle des ressources minières, la question de la coopération économique inter-africaine. En effet, en ce qui concerne la dernière question, les Chefs d'Etat adoptèrent à Lagos un Acte Final spécial en vue de la réalisation d'un Marché Commun Africain (d'ici l'an 2000) mais ce sujet est complètement passé sous silence dans le Rapport. Finalement même sur les questions qui ont fait l'objet de discussions considérables dans les deux documents, par exemple l'Agriculture, les stratégies proposées par les deux documents sont fondamentalement divergentes (quelques-unes de ces divergences sont soulignées dans certains des articles de ce numéro (voir par exemple l'article de MKANDAWIRE).

Le Plan aussi bien que le Rapport ont été publiés non pas comme des «plans-calques de développement», mais plutôt comme des stratégies générales pouvant faire l'objet de suggestions positives et d'études plus détaillées. C'est dans cet esprit que le CODESRIA participe aux discussions et au débat public sur ces deux documents et les encourage. En mars 1982, le CODESRIA et la CEA organisaient donc une conférence à Addis Abeba* à laquelle les chercheurs et les planifica-

* *Un compte-rendu bref des discussions qui ont eu lieu à la conférence paraît dans ce numéro, pp. 198-206. Il est disponible en anglais et en français au CODESRIA. Les travaux de la conférence sont également en pleine confection pour leur publication.*

VI

teurs africains discutèrent des effets de la stratégie de développement préconisée par le PAL. Après cette conférence, le CODESRIA organisait un séminaire sur le Rapport de la Banque Mondiale où des chercheurs et des experts d'Organismes Internationaux (y compris les représentants de la Banque Mondiale) discutèrent de la stratégie de développement recommandée par le Rapport, la comparant à celle du PAL.* Ces deux réunions (et d'autres) ont occasionné un très grand nombre de papiers et de documents scientifiques faisant des analyses et des commentaires sur les stratégies de développement recommandées et préconisées par le Plan et le Rapport. Nous avons choisi quelques-unes des études générales pour ce numéro spécial d'AFRIQUE ET DEVELOPPEMENT afin de mettre en relief certains des problèmes soulevés dans le débat actuel ouvert par ces deux documents importants.

Les années 80 promettent d'être une décennie très difficile par rapport aux années 70 et 60.** Au nom des peuples africains, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont produit un Plan d'Action dont on espère que la mise en œuvre entraînera le développement économique, venant ainsi à bout des difficultés envisagées. La Banque Mondiale, en tant qu'institution, a également produit un «Programme Indicatif d'Action» qui, à ses dires, conduirait également au développement accéléré de l'Afrique. La mise en œuvre des stratégies proposées dans chacun de ces documents aura un impact profond sur le continent africain. Il appartient donc aux intellectuels africains concernés non seulement de connaître à fond ces deux documents mais aussi de se livrer à de sérieuses analyses approfondies afin de contribuer effectivement à la stratégie qui, à leur avis, entraînera un développement économique et social dont la majorité des peuples africains profiteront. Dans ce débat pour le développement du continent, il faut que l'intellectuel africain intervienne et s'engage scientifiquement. Il ne saurait rester un observateur soi-disant «neutre».

Comme toujours, nous recevons avec plaisir les contributions des chercheurs, qu'elles revêtent la forme d'analyses approfondies des deux documents ou de réactions à des questions bien définies soulevées par les articles de ce numéro.

Abdalla S. BUJRA
Editeur et Secrétaire Exécutif du
CODESRIA

* *Le compte-rendu de ce séminaire sera publié par le CODESRIA*

** *Rapport biennal du Secrétaire Exécutif de la CEA, 1978-1980; p. 6*